

Unité bidépartementale Calvados Manche
1 rue Recteur Daure
CS 6004
14000 Caen

Caen, le 26/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SPEN

Le Mont Tornu
Billy
14190 Valambray

Références : 2025-274
Code AIOT : 0005302839

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/04/2025 dans l'établissement SPEN implanté Le Mont Tornu 14370 Valambray. L'inspection a été annoncée le 06/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluri-annuel de contrôle des installations.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SPEN
- Le Mont Tornu 14370 Valambray
- Code AIOT : 0005302839

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SPEN, filiale du groupe VEOLIA, exploite une installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) située sur la commune de Valambray (commune déléguée Billy), autorisée par arrêté préfectoral du 24 mai 2011, pour une capacité annuelle maximale de 80 000 tonnes de déchets non dangereux.

Cette installation a fait l'objet d'une mise en demeure en 2024 en raison de dépassements importants des hauteurs de lixiviats dans les casiers en mars 2024. En juillet 2024, cette mise en demeure a été levée.

L'alvéole 4 du casier 3 est actuellement en cours d'exploitation.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Hauteur de lixiviats dans les casiers	Arrêté Préfectoral du 24/05/2011, article 9.3.2, 9.3.3.1 & 10.3.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
2	Registre de suivi des lixiviats	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 22-II	Demande d'action corrective	3 mois
3	Vérification périodique de l'étanchéité des bassins lixiviats	Arrêté Préfectoral du 24/05/2011, article 9.3.3.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	5 mois
4	Suivi du piézomètre Pz 7	Arrêté Préfectoral du 24/05/2011, article 4.3.14.2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Pré-traitement des eaux de ruissellement interne	Arrêté Préfectoral du 24/05/2011, article 4.3.9	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Défense incendie	Arrêté Préfectoral du 24/05/2011, article 8.6.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
7	Couverture temporaire des casiers	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33-I & 34	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
8	Supports des canalisations de biogaz	Arrêté Préfectoral du 24/05/2011, article 10.1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection avait notamment pour objectif de suivre la gestion des lixiviats, le piézomètre Pz7 et la défense incendie.

Il est à noter que le respect de la hauteur maximum des lixiviats dans les casiers (maximum 50 cm) reste un point de vigilance sur ce site. En effet, de nouveaux dépassements ont été observés depuis la dernière visite du site en juillet 2024, l'inspection des installations classées n'en ayant pas été informée. L'exploitant doit rapidement approvisionner une pompe de rechange sur le site.

De plus, la périodicité relative au contrôle de l'étanchéité des bassins de stockage des lixiviats n'a pas été respectée. Elle doit être effectuée tous les deux ans, la dernière remontant à 2019. L'exploitant a entrepris des démarches pour que cette vérification ait lieu en août ou septembre 2025.

Par ailleurs, le Pz7 bénéficie d'une surveillance particulière étant donné que le site se situe en amont très proche du périmètre de protection éloignée de captages d'eau potable. Il est demandé à l'exploitant d'organiser un exercice en cas de pollution qui pourrait nécessiter un pompage spécifique pour protéger ces captages.

La surface des casiers étant importante, l'exploitant doit mettre en œuvre une couverture provisoire ou définitive des alvéoles (subdivisions des casiers) conforme aux prescriptions ministérielles afin de ne pas dépasser le seuil des 7 000 m² de déchets non couverts.

Il n'est pas proposé de sanction administrative à ce stade, des actions correctives étant d'ores et déjà engagées en ce qui concerne le contrôle d'étanchéité des bassins. Pour les autres points, il est attendu la transmission, dans les meilleurs délais, des justificatifs ou plan d'actions permettant un retour à la conformité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Hauteur de lixiviats dans les casiers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/05/2011, article 9.3.2, 9.3.3.1 & 10.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Hauteur de lixiviats dans les casiers
Prescription contrôlée : <u>Article 9.3.2</u> [...] En fond de casier, la barrière de sécurité active est constituée, [...] d'une couche drainante, d'épaisseur supérieure ou égale à 0,5 mètre [...] <u>Article 9.3.3.1</u> L'ensemble de l'installation de drainage et de collecte des lixiviats est conçu pour limiter la charge hydraulique de préférence à 30 centimètres, sans toutefois pouvoir excéder l'épaisseur de la couche drainante, mesurée au droit du regard et par rapport à la base du fond du casier et de façon à permettre l'entretien et l'inspection des drains.[...] L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour que le relevage des lixiviats soit assuré en toutes circonstances. A ce titre, il doit s'assurer du bon dimensionnement des pompes de relevage, disposer sur le site d'une pompe de relevage de secours, équiper les postes de reprise général des lixiviats de deux pompes de relevage afin de faire face à une défaillance éventuelle, disposer sur le site d'un groupe électrogène afin de faire face à une rupture de courant

prolongée. Des détecteurs de niveau sont installés dans chacun des puits de relevage, avec déclenchement automatique du pompage de manière à ce que la hauteur de lixiviats ne dépasse pas 30 cm. En complément, un détecteur de sécurité est mis en place afin de prévenir le personnel d'exploitation d'un dysfonctionnement.

Article 10.3.2

[...] Tous les mois :- Une mesure de la charge hydraulique en fond de casier, au niveau des puits mixtes (biogaz et lixiviats) ainsi qu'au niveau du poste de relèvement. Les relevés sont consignés dans un registre.[...]

Constats :

Il a été constaté de nouveaux dépassements des hauteurs de lixiviats supérieures à la couche drainante (d'une épaisseur de 50 cm) en janvier et février 2025 :

Billy 2 C1 :

janvier 2025 = 1.15 mètres

février 2025 = 1.53 mètres

Billy 2 C3-S1 :

janvier 2025 = 0.67 mètre

février 2025 = 0.85 mètre

Billy 2 C3-S6 :

janvier 2025 = 0.69 mètre

L'inspection des installations classées n'en a pas été informée au moment des constats réalisés par l'exploitant lors des relevés mensuels. Il est rappelé à l'exploitant que tout incident ou accident doit être signalé à l'inspection des installations classée dans les plus brefs délais. L'exploitant a rencontré des soucis sur plusieurs pompes en janvier 2025 (en fonction des casiers : panne ou débit réduit à cause d'un bouchage). L'exploitant a indiqué être tributaire des délais de livraison des pièces et pompes. Les réparations des pompes ont été effectuées a minima après trois semaines de panne.

Les pannes et réparations ne sont pas tracées dans le logiciel de suivi de l'exploitant (Prisme) ni sur un fichier spécifique. Les vérifications hebdomadaires visuelles des feux flash sur les postes de commande des pompes ne sont pas non plus tracées. Ceci ne permet donc pas de constater les actions correctives chronologiques ni le suivi.

L'exploitant a mentionné que la pompe de secours avait été installée en remplacement d'une pompe défaillante et qu'il ne disposait donc plus de pompe de secours. Ce point constitue une non conformité. En effet, l'exploitant doit disposer d'une pompe de secours en permanence.

Le jour de l'inspection, l'exploitant rencontrait un souci sur une sonde ce qui n'a pas permis de mesurer la hauteur de lixiviats du casier 2 (pompe C2S1). L'exploitant était dans l'attente de la réparation. Cette sonde permet de mesurer la hauteur de lixiviats et de déclencher automatiquement la pompe de relevage. En mesure compensatoire, l'exploitant a indiqué que la pompe était mise en route quotidiennement afin de ne pas avoir une augmentation des hauteurs de lixiviats.

Sur les autres pompes et par sondage, il a été constaté des hauteurs de lixiviats inférieures à 50 cm.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

1.1) L'exploitant doit disposer en permanence d'une pompe de relevage de secours et transmettre

à l'inspection des installations classées la preuve de sa livraison sur site (bon de livraison). **Cette non-conformité doit être traitée dans les meilleurs délais.**

1.2) Il est rappelé que l'exploitant doit dans les plus brefs délais informer l'inspection des installations classées de tout dysfonctionnement (y compris les dépassements de hauteurs de lixiviats dans les casiers) conformément à l'article 2.6.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 24/05/2011.

1.3) Il est demandé à l'exploitant de mettre en place un suivi écrit des pannes, des réparations et des vérifications visuelles hebdomadaires des feux flash des pompes. Un extrait du logiciel et/ou le fichier informatique doivent être transmis à l'inspection des installations classées pour justifier de la mise en place de ce suivi formalisé.

1.4) De plus, il est demandé à l'exploitant de fournir la preuve du changement de la sonde qui dysfonctionnait le jour de l'inspection (bon de livraison et photo de l'écran du poste de commande de la pompe).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Registre de suivi des lixiviats

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 22-II

Thème(s) : Risques chroniques, Registre de suivi des lixiviats

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient également à jour un registre sur lequel il reporte une fois par mois :

- le relevé de la hauteur de lixiviats dans les puits de collecte des lixiviats ou dispositif équivalent ;
- la hauteur de lixiviats dans le bassin de collecte ;
- les quantités d'effluents rejetés ;
- dans le cas d'une collecte non gravitaire des lixiviats, l'exploitant relève une fois par mois les volumes de lixiviats pompés.

Le registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Le tableau de suivi des hauteurs de lixiviats présenté par l'exploitant ne mentionne pas les dates précises des relevés des hauteurs de lixiviats dans les casiers. L'exploitant a expliqué les réaliser chaque fin de mois ou début de mois suivant.

Le tableau présenté n'est pas suffisamment explicite et présente des risques de confusion.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

2.1) Il est demandé à l'exploitant d'améliorer son fichier de suivi des différents relevés demandé à l'article 22 - II de l'arrêté ministériel ci-dessus mentionné. Les dates des relevés doivent comporter le jour, le mois et l'année.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Vérification périodique de l'étanchéité des bassins lixiviats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/05/2011, article 9.3.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Vérification périodique de l'étanchéité des bassins lixiviats
Prescription contrôlée : [...] Tous les deux ans, l'exploitant procède (en alternance) au contrôle des bassins de stockage des lixiviats, visant à vérifier le bon état des dispositifs d'étanchéité mis en place. [...] Ce contrôle est effectué selon le protocole défini par l'exploitant et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées (contrôle par un organisme tiers afin de s'assurer du bon état d'étanchéité, comprenant notamment un examen visuel complété par des essais adaptés au niveau des soudures (contrôle à la pointe sèche, à la cloche à vide,...)).
Constats : L'exploitant n'a pas effectué les contrôles périodiques d'étanchéité des bassins de stockage des lixiviats selon la périodicité (tous les 2 ans) prescrite dans son arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 24/05/2011. Le dernier contrôle d'étanchéité des bassins remonte à 2019. Cette situation constitue une non-conformité. L'exploitant a néanmoins engagé des démarches pour faire effectuer ces contrôles. Une commande a été passée le 31/01/2025 auprès de l'entreprise SANOR AEOS pour effectuer le vidage et le curage des bassins. De plus, un devis daté du 04/09/2024 a été établi par l'entreprise CIME pour le contrôle de l'étanchéité. L'exploitant a indiqué qu'il réalisera fin août 2025 - début septembre 2025 la vidange des bassins et le contrôle d'étanchéité dans la continuité, cette période étant plus favorable en termes de quantités plus faibles de lixiviats.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : 3.1) L'exploitant doit effectuer le contrôle de l'étanchéité des deux bassins de stockage des lixiviats, informer l'inspection des installations classée de la date de réalisation de ce contrôle et fournir les rapports correspondant au plus tard le 15 novembre 2025.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 5 mois

N° 4 : Suivi du piézomètre Pz 7

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/05/2011, article 4.3.14.2
Thème(s) : Risques accidentels, Suivi du piézomètre Pz 7
Prescription contrôlée : La surveillance des eaux souterraines au droit du centre de stockage de déchets non dangereux est assurée par six piézomètres (Pz16, PzB, PzC, Pz7, Pz3.3, Pz3.2) permettant le contrôle des eaux souterraines en terme de qualité.[...] Ces puits sont réalisés selon les normes en vigueur, ou à défaut, aux bonnes pratiques. [...] Ces piézomètres [...] doivent être protégés contre les risques de détérioration. Leur tête doit être étanche. [...] Pour le piézomètre Pz7, il doit être réalisé, tous les mois, une analyse permettant de prévenir le risque de transfert d'une pollution vers les eaux souterraines, sur le pH, le potentiel

d'oxydoréduction, le COT et la conductivité. Celui-ci est aménagé de telle sorte qu'en cas de pollution accidentelle, un dispositif de pompage puisse y être installé.

Constats :

Le piézomètre Pz7 présente des enjeux en termes de protection des captages d'eau potable situés en aval. Le site se situe en amont proche d'un périmètre de protection éloignée de deux captages d'eau potable. Il a été constaté un début de détérioration de la dalle en ciment en pied du Pz7. La partie aérienne métallique était dans un état correct et un joint et un cadenas étaient présents. Il se trouve en position haute d'un petit talus à proximité d'une clôture. Néanmoins, il n'était pas protégé sur toutes ses faces contre les risques de détérioration, afin de prévenir par exemple un choc par une épaveuse lors de l'entretien de cette zone enherbée.

Dans le bilan d'exploitation 2024 fourni par l'exploitant, des tableaux synthétique et des graphiques relatifs aux analyses mensuelles et trimestrielles du Pz7 figurent. L'exploitant a apporté les conclusions suivantes dans son bilan :

"Le pH est stable et le paramètre potentiel redox présente des variations mensuelles dont les résultats sont nettement en dessous de la valeur du point Zéro sauf en juillet 2024. Le paramètre conductivité présentent 3 pics de valeurs totalement décorrélés et ponctuels dans le temps et qui ne sont associés à aucun évènement du site de l'ISDUND de Billy. Et nous constatons un paramètre COT (Carbone Organique Total) en évolution." En effet, le paramètre COT augmente.

"En PZ C et PZ 7, les valeurs maxi obtenues depuis 2008 sont respectivement de 89,7 mg/l et 157 mg/l. L'augmentation de la concentration en nitrates constatée en 2013 au niveau du PZ 7 n'était pas corrélée avec les valeurs obtenues dans les autres piézomètres à proximité du site (stables ou en diminution). La concentration en nitrates s'avère stable sur le long terme, autour des valeurs de référence 2007."

Dans la dernière analyse du 19/03/2025, la concentration en nitrates était à 148 mg/l.

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral prévoit que le Pz7 soit aménagé de telle sorte qu'en cas de pollution accidentelle, un dispositif de pompage puisse y être installée. L'exploitant a indiqué qu'il disposait de plusieurs pompes mobiles dans le local à proximité du bassin A. Néanmoins, l'exploitant n'a à ce jour réalisé aucun exercice.

Par sondage, seul le Pz7 a été contrôlé dans le cadre de cette visite.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

4.1) Il est demandé à l'exploitant de restaurer la dalle en ciment en pied du piézomètre Pz7 ainsi que de la protéger contre les risques de détérioration. L'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées des photos pour justifier de ces travaux.

4.2) De plus, l'exploitant doit réaliser un exercice relatif au pompage au niveau du piézomètre Pz7 en cas de pollution accidentelle sur le site susceptible de polluer le captage d'eau potable. Il est demandé à l'exploitant de transmettre le rapport de cet exercice à l'inspection des installations classées.

4.3) Il est demandé à l'exploitant de poursuivre de façon approfondie le suivi des analyses des eaux souterraines, notamment l'augmentation constante en COT du Pz7.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/05/2011, article 4.3.9
Thème(s) : Risques chroniques, Pré-traitement des eaux de ruissellement interne
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Les eaux transitent avant rejet par des séparateurs à hydrocarbure [...]. A cet effet, le site est équipé de cinq séparateurs à hydrocarbure, correctement dimensionnés et entretenus affectés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - aux eaux de ruissellement issues de l'aire d'implantation de la station de distribution de carburant ; - aux eaux de ruissellement issues de l'aire d'accueil et des pistes de circulation internes de la zone Centre ; - aux eaux de ruissellement issues d'une partie de la piste de la zone réaménagée de « Billy 1 » ; - aux eaux de ruissellement issues d'une partie de la piste de la zone réaménagée de « Billy 1 » ; - aux eaux de ruissellement issues des pistes de circulation internes de la zone Sud. <p>Les séparateurs à hydrocarbure sont dimensionnés afin de répondre aux volumes d'eaux collectés de la surface considérée et de l'événement pluvieux décennal le plus critique de la région. Ces installations doivent être fréquemment visitées, maintenues en permanence en bon état de fonctionnement et débarrassées aussi souvent que nécessaire des boues et des huiles retenues qui doivent être éliminées conformément aux prescriptions du titre 5 du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de trouver sur site les débourbeurs-séparateurs à hydrocarbures prescrits dans son arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 24/05/2011. Il a également indiqué qu'il ne disposait pas des justificatifs relatifs à l'entretien périodique de ces équipements.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>5.1) L'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées un plan avec le positionnement des débourbeurs-séparateurs à hydrocarbures. 5.2) Les justifications associées au suivi et l'entretien des débourbeurs-séparateurs à hydrocarbures doivent être transmis à l'inspection des installations classées.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/05/2011, article 8.6.2
Thème(s) : Risques accidentels, Bassins de réserve incendie & réserve de matériaux inertes
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 8.9.2</u></p> <p>L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie dits moyens internes adaptés aux risques à défendre et au minimum les moyens définis ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une réserve d'eau constituée au minimum de 1 350 m³ par l'intermédiaire du bassin de stockage

des eaux de ruissellement interne, dit « bassin A » implanté à l'Est du site, à proximité des zones de stockage Centre et Sud.

[...] Ce bassin fait l'objet d'un entretien régulier de façon à éviter la présence d'impureté [...]

- des réserves de matériaux inertes convenablement réparties et en quantité adaptées au risque à proximité de la zone de stockage en cours d'exploitation, sans être inférieure à 500 m³. [...]

Constats :

Il a été constaté que la réserve d'eau incendie du bassin pluvial A (bassin divisé en 2 parties par un mur permettant de stocker en permanence le volume nécessaire en réserve d'eau d'extinction) était pleine. Le deuxième bassin à proximité des bassins de stockage des lixiviats était également plein. Néanmoins, de nombreuses algues filamenteuses colonisent les deux bassins servant de réserve d'eau en cas d'incendie. L'exploitant n'était pas en mesure d'expliquer cette prolifération d'algues et n'a pas effectué pour le moment de démarches pour les gérer.

Une réserve de terre est également présente sur site, à proximité du casier en exploitation. L'exploitant a indiqué que cette réserve de matériaux inertes correspondait à 17 dumpers de 38 tonnes soit 646 tonnes. Dans l'hypothèse d'une densité de 1,3 de cette terre, les 646 tonnes représentent un volume de 497 m³. Le jour de la visite, il est considéré que l'exploitant disposait du volume minimum requis dans les prescriptions de son arrêté préfectoral d'autorisation. La vigilance de l'exploitant est néanmoins attirée sur le fait qu'il doit veiller à disposer en permanence de minimum 500 m³ de matériaux internes.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

6.1) Il est demandé à l'exploitant de se rapprocher du SDIS pour s'assurer que les algues dans les réserves d'eau d'extinction d'incendie ne posent pas de soucis lors du pompage en cas de besoin. La réponse du SDIS est à transmettre à l'inspection des installations classées.

6.2) Il est également demandé à l'exploitant de mettre en place des solutions pour limiter cette prolifération. L'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées son plan d'actions.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Couverture temporaire des casiers

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33-I & 34

Thème(s) : Risques chroniques, Couverture temporaire des casiers

Prescription contrôlée :

Article 33-I

Afin de limiter les entrées d'eaux pluviales au sein du massif de déchets et les éventuelles émissions gazeuses, la superficie de la zone en cours d'exploitation est inférieure ou égale à 7 000 m². [...]

Article 34

Tout casier est muni dès la fin de sa période d'exploitation d'une couverture intermédiaire dont l'objectif est la limitation des infiltrations d'eaux pluviales et la limitation des émissions gazeuses.

A l'exception du cas des casiers exploités en mode bioréacteur, cette couverture est constituée d'une couverture minérale d'épaisseur de 0,5 mètre constituée de matériaux inertes d'une perméabilité inférieure à 1.10^{-7} m/s. A l'exception du cas des casiers exploités en mode bioréacteur, la couverture intermédiaire » est mise sur tout casier n avant la mise en exploitation du casier n + 2. A l'exception du cas des casiers exploités en mode bioréacteur, cette couverture peut constituer la couche d'étanchéité mentionnée à l'article 35.

Constats :

Le casier 3 est en cours d'exploitation au niveau de l'alvéole 4 (dernière alvéole disponible) et l'alvéole 5 est recouverte de compost. Ce casier 3 est subdivisé en 7 alvéoles. De plus, l'exploitant a indiqué que la couverture définitive des alvéoles 5, 6 et 7 serait réalisée en 2025. Le site n'est pas exploité en mode bioréacteur. L'exploitant a mis en place une couverture provisoire de compost et refus de criblage de compost sur l'alvéole 5 d'une épaisseur d'environ 30 cm. Selon l'arrêté ministériel du 15/02/2016, le compost et l'épaisseur mise en place ne remplissent pas les conditions pour être considéré comme une couverture temporaire. A l'issue de la visite, l'inspection des installations classées a étudié les plans d'exploitation (dont le dernier levé topographique de mars 2025) fournis par l'exploitant le jour de la visite. Sur le plan mentionnant les casiers et alvéoles, 5 diguettes figurent. Sur le plan d'exploitation de mars 2025, 6 diguettes apparaissent. Les plans présentant des incohérences, l'inspection des installations classées a néanmoins estimé à 15 000 m² la surface en exploitation à laquelle a été ajoutée la surface recouverte de compost. Or, la réglementation stipule que la surface en cours d'exploitation doit être inférieure ou égale à 7 000 m². Certes, le casier (subdivisé en alvéoles) est en cours d'exploitation mais la surface non recouverte par une couverture temporaire répondant à la réglementation et celle en exploitation est supérieure à 7 000 m².

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

7.1) Etant donné la grandeur du casier, il est demandé à l'exploitant de s'organiser pour mettre en œuvre un plan d'exploitation permettant de ne pas dépasser les 7 000 m² non couverts sans attendre la fin d'exploitation du casier. L'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées l'organisation projetée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Supports des canalisations de biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/05/2011, article 10.1

Thème(s) : Risques chroniques, Supports des canalisations de biogaz

Prescription contrôlée :

[...] L'exploitant s'assure que le réseau de drainage du biogaz est conçu et dimensionné pour capter de façon optimale ce dernier et le transporter vers les installations de valorisation qui sont conçues et exploitées afin de limiter les nuisances, risques et pollution dus à leur fonctionnement. [...]

Constats :

Il a été constaté que certains supports des canalisations aériennes des biogaz étaient inclinés et pouvaient engendrer des soucis de sécurité lors de l'acheminement jusqu'à l'unité de traitement *in situ*.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

8.1) Il est demandé à l'exploitant d'effectuer un bilan complet des supports des canalisations des biogaz et de transmettre à l'inspection des installations classées une synthèse de cet état des lieux ainsi que les réparations ou changements effectués.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois